

RUSSIE : LES ELECTIONS Y SONT-ELLES LIBRES ?

Marie Mendras

Le 7 décembre, les Russes étaient appelés à renouveler la Chambre basse du Parlement, la Douma d'Etat. Un peu plus d'une moitié seulement se sont déplacés pour aller aux urnes et ont donné la grande majorité de leurs suffrages aux formations pro-présidentielles, à la fois au scrutin de liste et au scrutin uninominal (les 450 députés sont élus pour moitié au premier type de scrutin, pour moitié au second). Les prévisions donnent un minimum de 350 députés loyaux au Kremlin au sein de la nouvelle Douma.

Ces résultats « presque soviétiques », selon les opinions critiques russes, ne sont pas le résultat du hasard, ou de la libre concurrence entre mouvements politiques. L'association *Golos*, « La voix », a observé l'élection dans trente régions de Russie et a dénoncé « la mobilisation intensive de la ressource administrative » à tous les stades de la campagne, du vote et du décompte.¹ Les rapporteurs de l'OSCE regrettent une « régression démocratique ».² C'est la première fois que l'OSCE et le Conseil de l'Europe émettent de sérieuses réserves sur les élections en Russie. La prise de conscience de nos institutions multilatérales vient avec retard. Déjà en décembre 1999 et mars 2000, les législatives et la présidentielle russes auraient mérité un rapport très critique.³ Mais, sur la Russie, notre temps de réaction est toujours très lent. Nos gouvernements choisissent de ne pas douter de la légitimité et des bonnes intentions des dirigeants russes. Même la guerre en Tchétchénie n'a pas perturbé cette obstination occidentale à tolérer chez nos voisins ex-soviétiques des politiques en contradiction avec les principes qui fondent nos sociétés démocratiques.

Revenons rapidement sur les données de l'élection. La campagne s'engage officiellement en septembre, elle ne démarre pas. Il ne se passe quasiment rien : pas d'affiche, pas de meetings, pas de débats télévisés entre les mouvements d'opposition et le « parti du pouvoir », Russie unie, qui les refuse ; l'information politique est quasi exclusivement favorable au Kremlin. Ni les communistes ni les démocrates ne se

¹ Fondation « Mission libérale », Moscou, site internet www.liberal.ru, 10 décembre 2003.

² Déclaration faite le 8 décembre par le chef de la délégation des observateurs de l'OSCE, Bruce George.

³ Voir Marie Mendras, « Le recul du citoyen », *Pouvoirs*, N. 96, 2000, pp. 179-188 et M. Mendras., dir., *Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque*, CERI/Autrement, 2003.

positionnent vraiment dans une opposition dure au régime en place. Et puis, coup de tonnerre le 25 octobre, le patron de la société pétrolière *loukos* est arrêté brutalement et mis sous les verrous. Les uns et les autres se réveillent, la campagne démarre et est immédiatement reprise en mains par les autorités. Les attaques contre les communistes en novembre relevaient de méthodes malhonnêtes. Il s'agissait de heurter le petit électeur frileux et mécontent du capitalisme pour le faire passer du côté de mouvements nationalistes créés de toutes pièces par le pouvoir. *Rodina*, ou Patrie, est né quatre mois avant l'élection et a obtenu plus de 9%! La rhétorique populiste a marché. Contre les deux partis démocratiques, *labloko* et *SPS* (Union des forces de droite), la méthode a été tout aussi déplaisante.

Les résultats démontrent que les autorités ont réussi à atteindre les objectifs qu'elles s'étaient fixées, objectifs que le Président de la commission électorale centrale, A. Vechniakov, avaient ouvertement annoncés et défendus.

Selon les résultats préliminaires, au scrutin de liste l'organisation pro-Poutine « Russie unie » -il serait inexact de parler d'un véritable parti politique- a obtenu 37,1%, le nouveau mouvement nationaliste « Patrie » créé par le Kremlin pour prendre des voix aux communistes a fait un score remarquable de 9,1% et le parti d'extrême droite *LDPR*, dirigé par Jirinovski et qui s'est aligné sur le pouvoir en place, a presque doublé son score de 1999 avec 11,6% des suffrages. Avec les députés élus au scrutin uninominal – et la plupart des « indépendants » vont s'inscrire dans l'un de ces trois groupes parlementaires- le pouvoir exécutif détiendra une majorité écrasante à la nouvelle Douma. Le parti communiste plonge à 12,7% des voix (contre 24,3% en 1999) et les deux partis démocratiques, *labloko* et *SPS* (l'Union des forces de droite) n'atteignent pas la barre fatidique des 5% pour siéger au Parlement : le premier obtient 4,3% et le second 4% au scrutin de liste (contre 5,9% et 8,5% respectivement en 1999). *labloko* aura quatre sièges et *SPS* deux sièges grâce au scrutin uninominal. Toujours selon la Commission électorale centrale, le vote « contre tous » atteindrait 4,8%.⁴

La manière dont les résultats ont été annoncés mérite une attention particulière car cela fournit des indications sur la méthode de détournement de la campagne et de fraude probable lors du décompte des votes. La première donnée que la Commission électorale centrale devrait fournir sans difficulté quelques heures après la clôture d'un scrutin est le

⁴ Tous les scrutins en Russie prévoient cet énième candidat, le « contre tous », qui donne le choix à l'électeur de protester contre tous les candidats proposés. Le « contre tous » aurait bien pu dépasser la barre des 5% ... mais cela aurait été gênant ! Dans l'exit poll organisé par l'institut de sondages ROMIR avec le journal *Moscow Times* le soir du scrutin, il atteignait 6%.

nombre de votants. Il suffit de compter les signatures sur les listes d'électeurs, sans même ouvrir les bulletins. Or, cette donnée n'a été donnée en estimation que le lendemain après-midi, puis corrigées à la hausse le surlendemain. Alors que nous avons des estimations proches du résultat final, pour les pourcentages de chaque liste, dès le lundi matin. Le chiffre de 47% de participation était apparu sur un site internet russe le lundi matin tôt mais retiré très vite. Puis le chiffre de 52%, puis une déclaration de Vechniakov, le président de la commission électorale, disant que la participation allait remonter, puis une estimation de 55% donnée le mardi 9 décembre.

Selon les observateurs communistes, les plus efficaces en Russie car ils ont toujours pu assurer une présence dans chaque bureau de vote, le bourrage d'urnes serait d'environ 3 millions et demi de suffrages. Ces suffrages ajoutés auraient permis de faire remonter la participation⁵ et de faire reculer *labloko* et *SPS* en dessous de la barre fatidique des 5%. Les mouvements pro-Kremlin - Russie Unie, *Rodina* et le *LDPR* – auraient obtenu une large majorité à la Douma (en comptant aussi les mandats au scrutin uninominal) même sans ce recours à la fraude.

Free but unfair ou Unfair but free ?

« Free but unfair » est la nouvelle formule occidentale pour qualifier les élections russes. La savante combinaison permet de critiquer la méthode du pouvoir tout en assurant que tout va à peu près bien en Russie car il faut encore une fois accorder le bénéfice du doute à Poutine.

La formulation de la critique officielle sur ces dernières élections est déconcertante. Les observateurs européens dénoncent la partialité et l'unilatéralisme de la campagne mais saluent le « grand professionnalisme dans l'organisation du scrutin ». Or, le décompte des votes a été, comme en 1999 et 2000, tout à fait opaque et sans aucun doute corrigé. Les Russes ont une longue tradition soviétique de bureaux de vote bien tenus et bien surveillés de 8 heures à 20 heures. Mais les choses sérieuses se passent après la fermeture des bureaux, dans le processus de compilation des procès-verbaux au niveau de l'administration locale, puis régionale, et enfin dans la compilation finale dans l'ordinateur de la commission électorale centrale à Moscou. En outre, les autorités russes ont beau jeu de montrer du doigt les fraudeurs, toujours les mêmes, le plus souvent chez « les ethniques », et tout particulièrement cette fois-ci chez les Bachkirs. Et les observateurs étrangers s'empressent d'abonder dans ce sens : la fraude ne viendrait pas du Centre mais de certaines « périphéries »..... Quant à la farce d'élection dans la Tchétchénie en guerre, les

⁵ La participation était officiellement de 61,8% aux législatives de 1999. Selon les estimations des communistes et de plusieurs associations, la participation ne dépasserait pas 52%.

observateurs ne l'ont pas cautionnée puisqu'ils ont de nouveau refusé d'y envoyer des observateurs mais ils ne l'ont pas non plus dénoncée.

Dire que le simple citoyen a été matraqué par la télévision officielle et n'a pu écouter aucune autre force politique que celles soutenues par le Kremlin, mais ajouter qu'il n'en a pas moins voté « librement » relève de l'équilibrisme rhétorique. Le chef de la délégation, le député britannique David Atkinson, a confirmé cette appréciation au cours d'une réunion publique à Paris le 9 décembre. Les élections étaient libres (free) mais inéquitables ou déloyales (unfair). Les Russes ont librement choisi leurs députés même si on leur avait menti pendant toute la campagne.

Cela signifierait-il que le citoyen russe est particulièrement résistant à la propagande, à la fois à la télévision et sur le lieu de travail, et que l'information à 100% positive sur les listes pro-poutiniennes et à 100% négative sur les autres listes a glissé sur lui comme sur la peau d'un canard ? La nouvelle serait d'abord extraordinaire pour la démocratie : le citoyen russe ne se laisse pas entamer par le discours des médias officiels et se fait son opinion en son âme et conscience. Puis la nouvelle deviendrait consternante pour les impatients de la démocratie : les Russes ont voté majoritairement pour le pouvoir en place car c'est vraiment lui qu'ils préfèrent, même s'il ne respecte pas les règles de base de la démocratie ! Mais il convient de respecter le choix du simple citoyen...

Certes, il faut reconnaître que le paysage politique est morose. Même si les résultats sont « aménagés » à la marge, notamment pour réduire le taux d'abstention, la grande majorité des votants ont coché la case des formations pro-Kremlin ou bien ont donné leurs voix à des mouvements dont le discours démagogique a des relents racistes et xénophobes. Et ceux qui ont voté pour le parti communiste ou le parti agraire ont choisi un camp frileux, replié sur des positions sans proposition et sans avenir.

Les électeurs inscrits qui sont allés aux urnes le 7 décembre n'ont pas voté sous la menace de la kalachnikov. Est-ce suffisant pour dire que le vote était « libre » ? Ne devrions-nous pas introduire des notions plus appropriées de « vote libre et éclairé », de « choix concurrentiel », c'est-à-dire permettant au citoyen de considérer sérieusement plusieurs alternatives possibles, et d' « expression citoyenne » qui ait un sens, c'est-à-dire par laquelle l'électeur exerce un droit qui porte la promesse d'une expression véritable, suivie d'effets, en politique ?

Les Russes se sont désintéressés de ces législatives pour deux raisons majeures. La première est qu'ils se sentent de moins en moins concernés par la politique. Ils ne font pas confiance à leurs députés et à la classe politique en général. Ceux qui ont boudé les urnes étaient convaincus que cette élection serait en partie manipulée, position qui ressort des

sondages effectués pendant la campagne et des opinions exprimées dans des débats sur des sites internet.

La deuxième raison est le déclin du parlementarisme depuis 1993, après l'assaut du Parlement ordonné par Boris Eltsine qui refusait la fronde des députés d'opposition. La Douma du second mandat de Vladimir Poutine -il sera réélu sans concurrence sérieuse le 14 mars 2004- obéira encore mieux que la précédente aux injonctions de l'exécutif. Aucun groupe parlementaire démocratique n'y sera représenté. Le groupe communiste ne s'opposera pas souvent au Président, il négociera. Les députés sont pour la plupart des nomenklaturistes, des fonctionnaires, ou des hommes d'affaires soucieux de recevoir l'appui du gouvernement pour conduire leurs activités.

La différence aujourd'hui se trouve dans l'absence de scrupules des hommes au pouvoir. Les apparences ne paraissent plus compter puisqu'ils n'ont même pas cherché à faire comme si la victoire se décrochait après un dur et honnête combat. Pourquoi un tel zèle anti-démocratique alors que les législatives ne présentaient pas de danger? Peut-être le sentiment de toute-puissance de l'appareil? L'envie d'en découdre avec les quelques personnalités indépendantes, avec les rares hommes d'affaires qui nourrissent des ambitions politiques? Certainement aussi la conviction au Kremlin que la communauté internationale n'irait guère au-delà d'un toussotement gêné. Et enfin, plus consternant encore, la certitude chez les gens d'en haut que les gens d'en bas continueront de les tolérer en dépit, et parfois même grâce au mépris qu'ils montrent pour les règles de transparence et de démocratie.

Le 15 décembre 2003

Article à paraître dans la revue *Esprit*, janvier 2004.